



Retards dans la lutte contre la pauvreté, il est urgent d'agir : déclaration de Caritas et CIDSE au G8.

25 juin 08

Caritas Internationalis et la CIDSE sont les principales institutions catholiques internationales qui participent activement au développement et aux interventions dans les situations d'urgence. Nos membres et nos partenaires dans le monde entier assistent aux progrès et aux échecs dans le domaine du développement. Nombreux sont les progrès dont on peut se réjouir, mais trop nombreux sont les lieux où règne la déception à cause de la lenteur du changement. Nous rappelons donc aux dirigeants des pays du G8 les promesses faites par les sommets précédents de fournir des ressources, d'approuver et de mettre en œuvre des politiques qui sont extrêmement nécessaires à l'avancement vers l'objectif de réduire de la moitié la pauvreté dans le monde.

L'approbation de la Déclaration du Millénaire et l'adoption des Objectifs de développement du Millénaire (ODM) de la part de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000 a marqué un grand tournant dans le développement international. Pour la première fois, la communauté internationale décidait des objectifs à atteindre ensemble, en mettant l'accent sur les résultats comparés au volume des ressources. La date cible 2015 pour la réalisation des huit ODM est un défi sans ambiguïtés à s'engager politiquement. Si les ODM seuls ne peuvent pas offrir une réponse adéquate à la question si vaste et complexe de la pauvreté, qui doit être affrontée avec une aide financière accrue et des mesures efficaces permettant la mobilisation interne des ressources, ils sont néanmoins des buts clairs qui représenteront, s'ils seront atteints, une amélioration énorme de la vie des plus démunis et des plus vulnérables dans le monde.

Les Conférences épiscopales catholiques des pays du G7 ont présenté une lettre à leurs dirigeants exprimant leur grande préoccupation relative au développement et aux changements climatiques, et le besoin urgent que les donateurs relèvent le défi de fournir une réponse qui apportera l'espoir aux pays en développement et à leur populations. Cette déclaration de Caritas Internationalis et de la CIDSE, qui décrit de façon plus détaillée ce qui a été promis et ce qui doit être donné, devrait être considérée comme complémentaire à la lettre des neuf Conférences épiscopales.

Aujourd'hui, sept ans et demi après la Déclaration du Millénaire, nous avons fait la moitié du chemin jusqu'à la date cible 2015 et il est évident que de trop nombreux pays ne parviendront pas à atteindre ces objectifs. Dans certains cas, avec le pourcentage actuel de progrès, ils pourraient attendre plus de cent ans avant d'atteindre ces objectifs. Il y a plusieurs causes, certaines liées aux donateurs, d'autres, plus difficiles à gérer, liées aux pays en développement et au manque apparent de capacité ou de volonté de la part de leurs gouvernements d'aider les citoyens les plus pauvres. Et dans de trop nombreux pays, le conflit a fait régresser de décennies le développement.

La question qui nous préoccupe ici est celle des ressources, en termes de quantité et de qualité, et des responsabilités des pays donateurs. Leurs dirigeants se sont réunis plusieurs fois depuis 2000 et ont pris

des engagements solennels à fournir les ressources nécessaires pour que les ODM deviennent une réalité. Les gouvernements des pays en développement, quant à eux, se sont engagés à faire en sorte que ces ressources soient destinées à la cause de la réduction de la pauvreté.

Aide au développement

En 2004, l'aide globale avait atteint jusqu'à 75 milliards USD par an, une amélioration par rapport aux années précédentes. En 2005, l'Union européenne s'est engagée de manière collective à réaliser 0,56% du Produit National Brut (PNB) pour la date cible 2010 et 0,7% pour 2015. Le sommet du G8 à Gleneagles a réitéré ces engagements européens. Quatre ans plus tard, cependant, plusieurs parmi les grands donateurs de l'UE ne sont pas du tout sur la bonne voie. Leur aide au développement en 2007 était de 62 095 millions USD (0,40% du PNB), dont 6 949 millions USD en allègements de dette. Leur aide, au net de l'allègement de la dette relief (55 146 millions USD), représente au total 0,36% du PNB. Dans le cas de la communauté internationale dans son ensemble, l'aide totale a chuté de 8,4% en 2007 par rapport à 2006, après une baisse de 5,1% entre 2005 et 2006.

Néanmoins, il est encourageant que, lors du dernier Conseil européen (19/20 juin 2008), les états membres ont une fois encore réitéré leur engagement à réaliser les cibles collectives fixées en 2005. Pour cette raison, nous attendons avec impatience les cibles indicatives des états membres exposant comment ils entendent remplir leurs engagements.

Pour les Etats du G8, le défi de reprendre de la vitesse vers leurs cibles de 2010 est énorme. L'idée de base de ces engagements, partagée par la société civile comme par les hommes politiques, est que l'aide peut réellement changer la vie des pauvres, et elle représente un élément essentiel à toute stratégie visant à atteindre les ODM. En fait, nous célébrons les progrès accomplis dans de si nombreux pays parce qu'ils ont des gouvernements qui sont vraiment engagés à réduire la pauvreté et qui ont montré qu'ils savent bien utiliser les ressources à leur disposition.

Nous regrettons de devoir écrire encore une fois, en 2008, pour rappeler aux gouvernements donateurs leurs promesses, faites en 2002 et en 2005, qui n'ont pas encore été honorées. Maintenant, le vrai danger est que la Déclaration du Millénaire, une promesse solennelle faite aux pauvres du monde par la communauté internationale, et en particulier par ses membres les plus riches, ne demeurera que des paroles creuses. Cela ne fait qu'alimenter le cynisme avec lequel beaucoup de personnes dans les pays en développement regardent déjà l'expression préoccupée des pays riches.

La qualité de l'aide

Nous ne pouvons pas non plus ignorer la qualité des ressources offertes pour l'aide. Quelle que soient les intentions des donateurs, leur aide restera en dessous de ses possibilités ou sera même contreproductive s'ils imposent des conditions contre la volonté ou sans l'accord de la population qu'ils sont censés aider, s'ils fournissent une aide liée aux profits des affaires de leurs propres pays, ou s'ils imposent de fortes restrictions sur l'utilisation de l'aide, sans respecter le type de besoin du pays destinataire. Nous pouvons souligner qu'une action de plaidoyer déterminée a fait mieux connaître la question du VIH/sida dans les pays donateurs et a fait augmenter les ressources pour répondre et lutter contre la pandémie. La poursuite acharnée de cet objectif a fait que dans certains pays les allocations pour le VIH/sida dépassent le budget global pour la santé, mais les gouvernements ne sont pas autorisés à utiliser les fonds pour le VIH/sida pour pourvoir à des besoins de santé tout aussi urgents.

L'annulation de la dette et le crédit responsable

Le G8, en particulier dans ses tentatives de réduire le poids de la dette qui pèsent sur les pays très pauvres, a contribué à dégager les ressources de leurs gouvernements pour investir dans le développement. Mais la dette, ancienne ou récente, contractée au niveau international ou national, demeure un obstacle majeur pour de nombreux pays pauvres. Une annulation supplémentaire de la dette

et un accord international dans un cadre de crédit responsable seraient déterminants au sein d'une action cohérente au niveau mondiale pour réaliser les ODM.

La crise alimentaire

En même temps, la crise alimentaire actuelle menace de miner les autres efforts de réaliser les ODM. Des changements importants sont nécessaires dans une politique du commerce mondiale, ainsi que des mesures concrètes pour augmenter les investissements en agriculture et développement rural, en se concentrant sur une agriculture durable à petite échelle, en particulier dans les pays en développement.

La guerre contre le terrorisme

D'autres changements ont eu lieu qui ont rendu l'insuffisance de l'aide, l'annulation de la dette et la politique de développement dans l'ensemble plus inquiétants. Ladite 'guerre contre le terrorisme' et les conflits en Iraq et en Afghanistan consomment énormément plus de ressources que le développement, et influencent de plus en plus les approches des donateurs à l'aide au développement.

Les changements climatiques

Aujourd'hui, nous sommes aussi très conscients des défis posés par les changements climatiques, qui n'ont pas été mentionnés dans la Déclaration du Millénaire mais qui auront un impact négatif sur les ODM. Nous approuvons la préoccupation de la communauté internationale pour les changements climatiques et l'intention de négocier les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Encore une fois, sur cette question, les progrès dépendront des nations industrialisées. Elles doivent prendre les rênes et maintenir les promesses de réduire de façon substantielle et radicale leurs émissions.

Les conséquences des changements climatiques, des phénomènes irréguliers de sécheresse et de pluies et des événements météorologiques extrêmes seront ressenties d'abord et plus gravement par les pauvres et les vulnérables dans les pays en développement, qui sont les moins responsables des émissions qui causent les changements climatiques. Nous remarquons d'ailleurs que l'aide humanitaire prend déjà une part importante de l'aide des donateurs et que, comme les changements climatiques commencent à se faire sentir, il est probable que les demandes d'intervention d'urgence aux catastrophes liées au climat augmenteront. Or, afin de répondre à ces nouvelles menaces, la communauté des donateurs risque de détourner les ressources encore insuffisantes promises au développement, au lieu de chercher des ressources supplémentaires pour aider les pays en développement à répondre aux situations d'urgence et à s'adapter aux changements climatiques. Pour cette raison, nous exhortons les gouvernements donateurs à faire en sorte que les ressources rendues disponibles pour aider les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques soient additionnelles aux ressources pour le développement et la réduction de la pauvreté et qu'elles soient dispensées dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Enfin, nous souhaitons aux dirigeants du G8 nos meilleurs vœux et nous prions pour eux et pour le succès de leurs réunions. Nous, avec les pauvres du monde, nous ne nous attendons à rien de moins que de la sagesse, de la solidarité et de la clairvoyance au moment où ils traiteront les problèmes de pauvreté, de changements climatiques dangereux et d'insécurité qui menacent le monde.

Oscar Andrés Cardinal Rodríguez Maradiaga, s.d.b.
President, Caritas Internationalis

René Grotenhuis,
President, CIDSE

La CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) est une alliance de 16 organisations catholiques de développement d'Europe et d'Amérique du Nord (www.cidse.org). Le siège de la CIDSE est à Bruxelles.

Caritas Internationalis est une confédération regroupant 162 organisations catholiques de secours, de développement et de service social œuvrant pour construire un monde meilleur, en particulier pour les pauvres et les exclus, dans plus de 200 pays et territoires. Le site de Caritas Internationalis est www.caritas.org